

COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD



LAKE CHAD BASIN COMMISSION

***PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES FONCTIONS
ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DU BASSIN LAC TCHAD
(PARFEBALT)***

Boîte postale 727 N'Djamena - Tchad
Tél. : +235 22 52 41 45 / 22 52 40 29 ; Fax : +235 22 52 41 37
E-mail : cab@cbt.org / cbt.lcbc@gmail.com / parfebalt@cbt.org

Termes de Référence :

« Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la validation d'un plan d'actions pour l'intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles et un guide pour la budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'eau dans le Bassin du Lac Tchad »

Juin 2026

1. Contexte et Justification

Le Bassin du Lac Tchad (BLT), partagé par **le Cameroun, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine et le Tchad**, constitue l'un des complexes socio-écologiques les plus importants de l'Afrique centrale et sahélienne. Historiquement, le lac représentait un vaste étendu d'eau d'environ 25 000 km² dans les années 1960, soutenant des millions de personnes à travers la pêche, l'agriculture, l'élevage et le petit commerce transfrontalier. Cependant, en raison de pressions combinées, variabilité pluviométrique, changement climatique, surexploitation hydrique, pressions démographiques, conflits, dégradation environnementale, la superficie du lac s'est sévèrement réduite, atteignant parfois 2 500 km² lors des années les plus sèches.

Cette réduction drastique a entraîné une fragilisation profonde des systèmes de production et des moyens de subsistance de près de **47 millions d'habitants**, dont **80 % vivent en zones rurales** et dépendent directement des ressources naturelles du bassin. Les femmes, en particulier, jouent un rôle clé dans les chaînes de valeur agricoles, halieutiques et pastorales, mais leur accès aux ressources hydriques, à la gouvernance locale et aux mécanismes de décision reste limité malgré leur contribution essentielle à l'économie familiale et communautaire.

Parallèlement, le BLT est confronté à une **fragilité sécuritaire persistante**, alimentée notamment par les activités des groupes armés non étatiques, les conflits intercommunautaires liés aux ressources, les tensions foncières et la pauvreté. Ces facteurs aggravent les difficultés d'accès aux ressources naturelles, entraînant une pression accrue sur les femmes et les jeunes, souvent les plus exposés aux risques sociaux, économiques et climatiques. La Banque africaine de développement (BAD) souligne que la dégradation environnementale, les sécheresses, les inondations, la faible gouvernance des ressources et l'inégalité d'accès constituent des facteurs de fragilité majeurs dans le bassin.

Face à cette situation, les États membres de la CBLT ont adopté en 2022 un **Programme d'Action Stratégique (PAS) 2023–2035**, centré sur la gestion intégrée des ressources en eau, la résilience climatique, la préservation des écosystèmes et le soutien aux moyens de subsistance locaux. Le **PARFEBALT**, appuyé par la BAD, constitue l'un des instruments opérationnels majeurs pour appuyer la mise en œuvre du PAS et préparer un programme d'investissements structurants pour la revitalisation du lac. Ce projet place au centre de ses priorités la **gouvernance sensible au genre**, la participation inclusive, l'autonomisation économique des femmes et leur implication dans la gestion durable des ressources naturelles. Cependant, malgré l'importance du rôle des femmes dans les chaînes de valeur du bassin (pêche, agriculture irriguée, transformation, commerce), celles-ci demeurent largement sous-représentées dans les instances de prise de décision, tant au niveau communautaire qu'institutionnel. Les analyses du projet mettent en évidence plusieurs défis structurels :

- Faible représentativité des femmes dans les structures communautaires de gestion des ressources naturelles ;
- Absence de cadres institutionnels intégrant systématiquement le genre dans les politiques et programmes liés à l'eau ;

- Accès limité des femmes à la formation, aux financements, aux équipements productifs et aux réseaux commerciaux ;
- Vulnérabilité accrue aux effets du changement climatique et aux conflits liés aux ressources ;
- Faible prise en compte des enjeux de genre dans les budgets publics sectoriels (eau, agriculture, environnement) ;
- Insuffisance d'outils méthodologiques pour intégrer le genre dans la planification et la gestion des ressources naturelles au niveau de la CBLT et des États membres.

Pour y répondre, le PARFEBALT prévoit explicitement l'élaboration :

1. D'un **Plan d'actions pour l'intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles**,
2. D'un **Guide de budgétisation sensible au genre (BSG)** dans le secteur de l'eau.

Ces deux instruments constituent des livrables obligatoires du projet, essentiels à la mise en œuvre d'une gouvernance équitable, inclusive et sensible au genre dans tout le bassin.

Cette démarche répond également à la Stratégie Genre (2021–2025) de la BAD, qui met l'accent sur :

- L'autonomisation économique des femmes ;
- Leur accès aux marchés ;
- L'amélioration de leur participation dans la gouvernance et la transformation structurelle des secteurs économiques ;
- L'intégration systématique du genre dans les politiques publiques, les programmes et les budgets...

Le consultant veillera à aligner strictement le plan d'actions et le guide de budgétisation sensible au genre sur les engagements déjà retenus dans le rapport d'évaluation du PARFEBALT, notamment : le quota minimum de 30% de participation des femmes aux espaces de gouvernance, le renforcement des capacités économiques des femmes dans les chaînes de valeur halieutiques, l'intégration transversale du genre dans les activités du projet, la présence d'un spécialiste genre au sein de l'UGP, ainsi que les indicateurs du cadre de résultats relatifs à la gouvernance sensible au genre et au renforcement des capacités économiques des femmes. Dans ce contexte, le recrutement d'un Consultant spécialisé en genre, développement, gouvernance des ressources naturelles et budgétisation sensible au genre est essentiel pour :

- Conduire une analyse approfondie des inégalités de genre dans le BLT ;
- Proposer des stratégies adaptées aux dynamiques socioculturelles locales ;
- Sensibiliser et former les acteurs institutionnels et communautaires ;
- Renforcer la prise en compte du genre dans les mécanismes de planification et de financement ;
- Appuyer la CBLT dans ses engagements régionaux et internationaux (ODD 5, ODD 6, ODD 13, ODD 15, Charte de l'Eau).

L'élaboration de ces deux instruments permettra à la CBLT d'harmoniser ses approches, d'améliorer la gouvernance inclusive des ressources naturelles, de renforcer la résilience socio-économique des femmes et des jeunes, et de préparer un cadre durable d'investissement permettant la revitalisation écologique et économique du bassin du lac Tchad.

2. Objectifs de la mission

2.1 Objectif général

Renforcer l'intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles du Bassin du Lac Tchad et accompagner les États membres dans l'adoption de pratiques de budgétisation sensibles au genre dans le secteur de l'eau.

2.2 Objectifs spécifiques

Le cabinet devra :

- Réaliser une analyse diagnostique genre dans la gouvernance des ressources naturelles et du secteur de l'eau dans les pays membres de la CBLT.
- Élaborer un Plan d'actions stratégique pour l'intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles du BLT.
- Élaborer un Guide technique de budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'eau, adapté aux cadres nationaux.
- Organiser et faciliter des ateliers de validation avec les parties prenantes.
- Former les cadres de la CBLT à l'utilisation des deux outils.
- Définir une matrice opérationnelle de mise en œuvre du PAG précisant, pour chaque action, les responsabilités institutionnelles, les échéances, les coûts estimatifs, les sources de financement, les indicateurs de suivi, les produits attendus, les risques de mise en œuvre et les modalités de rapportage.
- Fournir à l'Expert Genre de l'UGP les outils de pilotage (grilles de suivi, canevas de rapportage) nécessaires pour assurer le respect quotidien des engagements genre du rapport d'évaluation.

3. Résultats attendus

Les résultats attendus du Consultant sont les suivants :

- Un rapport diagnostique genre est rédigé
- Un Plan d'actions pour l'intégration du genre est élaboré
- Un Guide de budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'eau est élaboré
- Les rapports des ateliers de validation et de formation sont rédigés et disponible.
- Les documents finaux mis en forme, validés et remis à la CBLT.

4. Zone d'intervention de la mission et tâches du cabinet

4.1 Zone d'intervention de la mission

La mission sera menée dans les États membres situés dans la zone du bassin, notamment au Cameroun, au Tchad, en RCA, au Niger et au Nigeria.

4.2 Tâches du cabinet

Les tâches à accomplir par le cabinet comprendront :

➤ **Revue documentaire & diagnostic**

- Analyse des textes nationaux et régionaux (Charte de l'eau, PAS, politiques genre, lois nationales).
- Collecte de données qualitatives et quantitatives (entretiens, focus groups).
- Analyse des inégalités de genre dans :
 - L'accès à l'eau,
 - La gouvernance,
 - La participation aux décisions,
 - Les chaînes de valeur agrosylvo-pastorales et halieutiques
 - Intégrer une analyse spécifique de la vulnérabilité climatique (Catégorie 1) et de l'impact de la fragilité sécuritaire (crise Boko Haram) sur l'accès des femmes aux ressources, pour garantir une approche « Do No Harm ».
 - Analyser et synthétiser les données primaires de l'Étude de vulnérabilité socioéconomique (en cours) afin d'identifier les barrières structurelles à l'accès des femmes aux kits d'équipements.

➤ **Élaboration du Plan d'actions genre**

Le plan devra inclure :

- Objectifs stratégiques et opérationnels,
- Actions prioritaires à court, moyen, long terme,
- Une matrice de mise en œuvre annuelle
- Des coûts unitaires et hypothèses de budgétisation
- Une ventilation par composante du projet
- Les responsabilités par acteur CBLT, UGP, États membres, partenaires,
- Une stratégie d'animation pour l'équipe des « Champions et Championnes » de la CBLT,
- Les modalités de suivi-évaluation et de rapportage
- Les mesures de gestion des risques et hypothèses critiques
- Les synergies avec les autres études du projet
- Mécanismes de coordination transfrontalière.

➤ **Élaboration du Guide de budgétisation sensible au genre**

Le guide devra :

- Proposer une méthodologie applicable aux 5 pays membres concernés,
- Intégrer les cycles budgétaires nationaux en proposant une matrice de correspondance avec les nomenclatures budgétaires des cinq pays membres pour assurer l'interopérabilité du guide Un chapitre sur l'arrimage entre budget-programme, activités du projet et indicateurs sensibles au genre

- Des modèles de fiches budgétaires applicables à la CBLT et aux États membres
- Une note simplifiée d'utilisation du guide pour les non-spécialistes
- Des exemples de budgétisation des actions genre des composantes 2.1, 2.2 et 3
- Détailler les mécanismes de suivi budgétaire sensibles au genre.

➤ **Renforcement de capacités**

- Intégration des recommandations.
- Formation des bénéficiaires (CBLT) à l'utilisation des outils élaborés.

5. Organisation de la mission

5.1 Durée

La durée totale de la mission est estimée à **quatre (04) mois**.

5.2 Livrables

Les livrables attendus sont les suivants :

- **Rapport de démarrage démarrage validé, avec méthodologie, calendrier et cartographie des acteurs**
- **Un rapport de Diagnostic genre régional et par pays comprenant :**
 - Analyse institutionnelle, socioculturelle et juridique,
 - Cartographie des acteurs,
 - Barrières spécifiques d'accès des femmes/jeunes aux ressources naturelles et à la gouvernance
 - Une analyse détaillée des barrières à l'accès aux kits d'équipements de conservation et de transformation pour les coopératives féminines.
- **Un Plan d'actions genre budgétisé et séquencé comprenant :**
 - Vision stratégique,
 - Axes et objectifs opérationnels,
 - Actions prioritaires,
 - Indicateurs sensibles au genre,
 - Mécanismes de suivi-évaluation.
- **Un Guide de budgétisation sensible au genre comprenant :**
 - Principes et méthodes,
 - Modèles de budgets sensibles au genre,
 - Un canevas spécifique pour le suivi financier de l'acquisition et de la maintenance des kits d'équipements de conservation destinés aux coopératives féminines,
 - Outils pratiques pour ministères/collectivités/CBLT,
 - Indicateurs de performance budgétaire alignés sur le cadre de résultats de la CBLT.
- **Un Rapport d'atelier de validation**
 - Présentation PowerPoint de synthèse pour usage institutionnel
 - Matrice Excel ou tableau budgétaire exploitable par l'UGP

6. Profil du Cabinet/Firme

6.1 Compétences institutionnelles

- Au moins 05 ans d'expérience dans les domaines Genre et Développement social.
- Expériences dans :
 - L'Élaboration de plans ou stratégies genre ;
 - La Mise en place de budgets sensibles au genre (BSG) ;
 - L'Appui à la gouvernance de l'eau ou gestion intégrée des ressources naturelles;
 - Le Renforcement de capacités auprès des administrations, collectivités et communautés.
- Expérience dans au moins un pays du bassin du Lac Tchad ;
- Démontrer une expérience avérée dans la conduite d'études d'analyse des conflits fonciers et intercommunautaires liés à l'usage de l'eau et des pâturages dans le Bassin du Lac Tchad ;
- Références démontrées en élaboration de plans genre ou guides de budgétisation sensible au genre.

Le Cabinet serait particulièrement apprécié si elle présente les atouts suivants :

- Une approche sensible au conflit et à la cohésion sociale,
- Une expertise dans la gouvernance inclusive,
- Une expérience auprès des groupes vulnérables (femmes, jeunes, déplacés),
- Des travaux antérieurs dans la région sahélienne ou lacustre,
- Des outils ou méthodes déjà testés pour la gender mainstreaming dans les secteurs eau/agriculture.

6.2 Compétences minimales de l'équipe

- ❖ **Chef d'équipe – Expert(e) en finances publiques / budgétisation sensible au genre**
 - Diplôme : Master Finances Publiques, étude du Genre, Développement social, Environnement ou domaine similaire.
 - Expérience : 10 ans dans la gestion de projets de développement, idéalement dans des programmes régionaux ou transfrontaliers.
 - Expérience auprès des groupes vulnérables (femmes, jeunes, déplacés)
 - Compétences :
 - Dans la gouvernance inclusive
 - Approche sensible au conflit et à la cohésion sociale
 - Gestion du cycle de projet (planification, exécution, rapportage, suivi-évaluation).
 - Animation multi-acteurs (collectivités, administrations, OSC, communautés).
 - Maîtrise des normes bailleurs (BAD, UE, Banque mondiale, ADB...).
 - Excellentes capacités rédactionnelles et communicationnelles.
 - Expérience des travaux antérieurs dans la région sahélienne ou lacustre,

❖ **Expert en Gouvernance Locale et Développement Communautaire**

- Diplôme BAC+5 en sociologie, développement local, Sciences politiques, gouvernance, anthropologie.
- Expérience : 5 ans minimum en appui aux collectivités locales et participation citoyenne.
- Compétences :
 - Diagnostic participatif,
 - Mise en place de comités locaux,
 - Renforcement des capacités des structures communautaires,
 - Inclusion sociale, approche sensible au genre et conflit,

❖ **Expert en Environnement et Gestion Durable des Ressources Naturelles**

- Diplôme BAC+5 en Environnement, foresterie, eau et assainissement, changement climatique ou diplôme connexe.
- Expérience : au moins 5 ans sur des projets environnementaux.
- Compétences :
 - Politique environnementale,
 - Management Environnemental,
 - Gestion des écosystèmes fragiles,
 - Techniques de restauration des sols, agroécologie, gestion de l'eau.

7. Dispositions logistiques

- La CBLT mettra à disposition les documents stratégiques et facilitera l'accès aux parties prenantes.
- Le cabinet sera responsable de son organisation logistique et de ses déplacements.

8. Modalités de supervision

- Supervision : Direction Technique de la CBLT
- Coordination : Unité de Gestion du Projet PARFEBALT
- Le(la) consultant(e) travaillera sous la supervision technique directe de l'Expert(e) Genre et inclusion sociale de l'UGP. Ce dernier est responsable de valider que les outils produits sont conformes aux besoins de gestion quotidienne du projet et aux standards du Marqueur Genre 2 de la BAD. Le Cabinet participera aux réunions techniques du Comité de Suivi.